



Dépêche No. 1031 | 18 août 2025

Aspirations migratoires et perceptions ambivalentes de l'immigration au Sénégal

Dépêche No. 1031 d'Afrobarometer | Abdoulaye Diagne, Mamadou Abdoulaye Diallo et Tamba Ba

Résumé

La migration internationale reste au cœur des préoccupations sociales et politiques au Sénégal. Le pays, historiquement marqué par des flux migratoires intenses, est aujourd'hui à la fois terre d'émigration, de transit et d'accueil (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2025a). Le Sénégal présente un solde migratoire négatif, traduisant une plus forte propension à émigrer des citoyens. A cela s'ajoute la migration irrégulière aux effets désastreux. Plus de 41.800 migrants sont arrivés aux Iles Canaries entre janvier et novembre 2024, provenant principalement des côtes sénégalaises (Comité Interministériel de Lutte contre la Migration Irrégulière, 2024).

Ce phénomène migratoire s'explique en partie par le contexte socio-économique national marqué par un chômage structurel persistant – estimé à 20% au premier trimestre 2025 – et par une population majoritairement jeune, avec plus de 60% des Sénégalais ayant moins de 25 ans (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2025b).

Pour faire face à la recrudescence de la migration irrégulière, le Sénégal a élaboré la Stratégie Nationale de Lutte contre la Migration Irrégulière et mis en place des comités de veille et d'action installés dans les régions (Africanews, 2024 ; Africa 24, 2024), en attendant l'adoption d'une véritable politique migratoire. Récemment, des initiatives encadrant la migration légale ont aussi vu le jour, à l'instar des programmes de migration circulaire avec l'Espagne, grâce auxquels 370 jeunes sénégalais ont pu décrocher des contrats saisonniers en 2025 (Sud Quotidien, 2025).

Parallèlement, en 2025, le Sénégal accueille plus de 13.000 personnes déplacées, dont 11.897 réfugiés et 1.460 demandeurs d'asile (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 2025). En réponse, l'Organisation Internationale pour les Migrations (2024) et ses partenaires, en collaboration avec les autorités sénégalaises, ont intensifié leurs efforts à travers le Programme de Protection, de Retour et de Réintégration des Migrants. Ce programme comprend des retours volontaires accompagnés, des ateliers de renforcement de capacités sur la réintégration durable, ainsi que la mise en place de comités de pilotage et de mécanismes de suivi pour une gestion plus coordonnée des flux migratoires.

Ces évolutions s'inscrivent dans une vision stratégique à long terme. L'Agenda Sénégal 2050, lancé en octobre 2024, ambitionne de faire du pays une nation souveraine, juste et prospère, en intégrant les enjeux migratoires dans ses axes de transformation territoriale, sociale et économique. Il prévoit notamment une meilleure gouvernance des mobilités humaines, une valorisation des corridors migratoires et une intégration régionale renforcée (République du Sénégal, 2024).

Cette dépêche présente les résultats d'un module spécial intégré au questionnaire du Round 10 d'Afrobarometer pour explorer les expériences et les perceptions des Sénégalais

concernant les dynamiques migratoires régionales, l'accueil des ressortissants étrangers et les politiques de mobilité humaine.

Selon les résultats, l'idée d'émigrer séduit de plus en plus de Sénégalais. Près de la moitié affirment y avoir pensé, une tendance en hausse par rapport à 2017. Cette aspiration est principalement motivée par la recherche d'emploi ou de meilleures opportunités, avec une préférence marquée pour l'Occident comme destination.

Dans le même temps, les perceptions à l'égard des migrants étrangers au Sénégal restent ambivalentes. Une majorité relative de répondants jugent leur impact économique négatif et souhaitent limiter leur présence, qu'il s'agisse de travailleurs étrangers ou de réfugiés. Pourtant, les citoyens se montrent globalement ouverts à cohabiter avec eux dans leur voisinage.

Les avis sur l'ouverture régionale sont également partagés. Une courte majorité de Sénégalais soutiennent la libre circulation des personnes pour travailler ou commercer dans la sous-région, mais beaucoup dénoncent les difficultés à traverser les frontières ou appellent à une forme de protectionnisme économique. Enfin, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, pourtant porteuse de promesses, reste encore largement méconnue du grand public.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par enquêtes qui produit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Depuis 1999, neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays. Les enquêtes du Round 10 seront achevées mi-2025. Afrobarometer réalise des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, dirigée par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), a interviewé 1.200 adultes sénégalais en février et mars 2025. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021 et 2022.

Résultats clés

- Près de la moitié (48%) des Sénégalais ont pensé à émigrer dans un autre pays, soit une hausse de 7 points de pourcentage par rapport à 2017 (41%).
- Parmi ceux qui ont pensé à émigrer :
 - Sept sur 10 évoquent la recherche d'emploi ou de meilleures opportunités de travail comme principale raison.
 - La grande majorité veulent se rendre en Amérique du Nord (41%) ou en Europe (39%).
- Près de la moitié (48%) des répondants estiment que l'impact économique des migrants étrangers sur leur pays est négatif, contre 45% qui disent que c'est positif.
- Six Sénégalais sur 10 disent que le pays devrait autoriser « moins » ou « pas » de travailleurs étrangers (61%) et de réfugiés (62%) à venir vivre au Sénégal.

- Cependant, la majorité des citoyens aimeraient ou sont indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des immigrants ou travailleurs étrangers (75%) ou des réfugiés (66%).
- Une légère majorité (53%) de Sénégalais estiment que les populations d'Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières pour commercer ou travailler dans la sous-région, tandis que 46% préfèrent que le gouvernement limite les mouvements transfrontaliers.
- Trois quarts (76%) des répondants affirment qu'il est difficile de traverser les frontières internationales en Afrique de l'Ouest, soit une hausse de 10 points de pourcentage par rapport à 2017 (66%).
- Seule une moitié (49%) des citoyens sénégalais souhaitent que leur gouvernement facilite le commerce avec d'autres pays pour stimuler les opportunités économiques, tandis que 50% préfèrent que le Sénégal limite ces échanges afin de protéger les producteurs locaux.
- Seulement un sur sept citoyens (14%) disent être au courant de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).

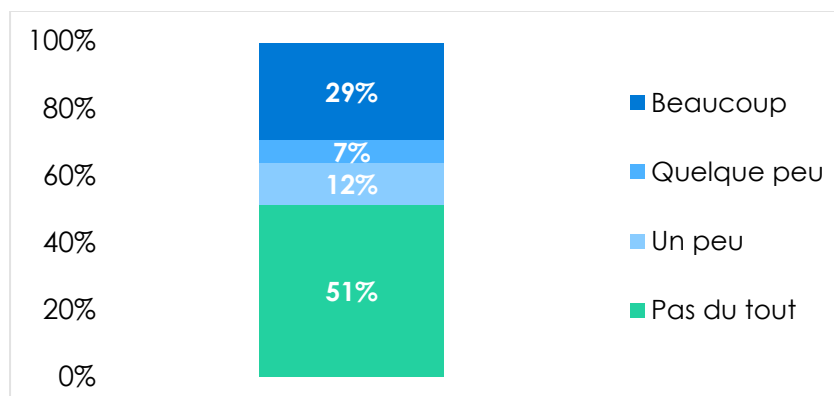
Projets de migration, destinations et motivations

Près de la moitié (48%) des Sénégalais ont pensé à émigrer vers un autre pays « un peu » (12%), « quelque peu » (7%) ou « beaucoup » (29%) (Figure 1).

Entre 2017 et 2025, la proportion de Sénégalais exprimant un intérêt à émigrer a connu une progression de 7 points de pourcentage, passant de 41% à 48% (Figure 2).

L'idée d'émigrer diminue avec l'âge, passant de 60% des 18-35 ans à 26% des plus de 55 ans. Elle est davantage envisagée par les personnes les mieux instruites (58%-60%), les résidents des zones¹ Sud/Est et Ouest (56%-58%), les citoyens (52%) et les hommes (52%), comparativement aux non-instruits (34%), aux résidents du Nord et du Centre (34%-38%), aux habitants des zones rurales (42%) et aux femmes (44%) (Figure 3).

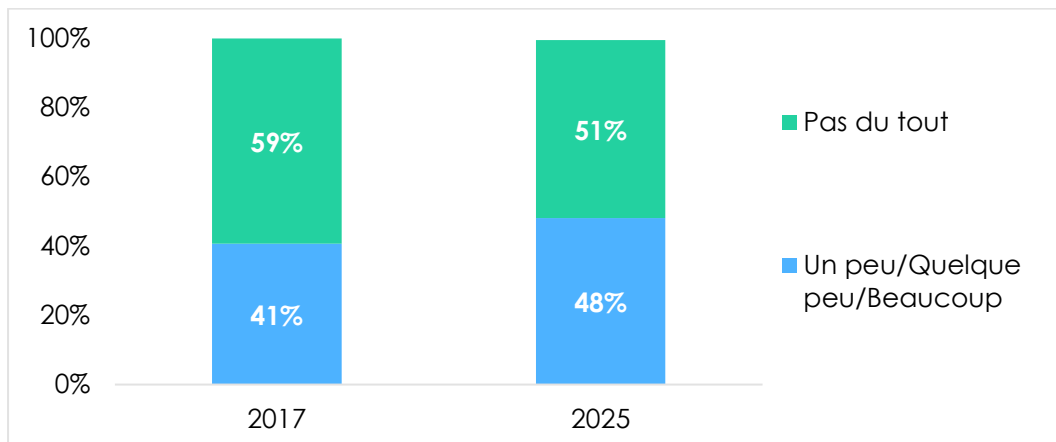
Figure 1 : Avoir pensé à émigrer | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ?

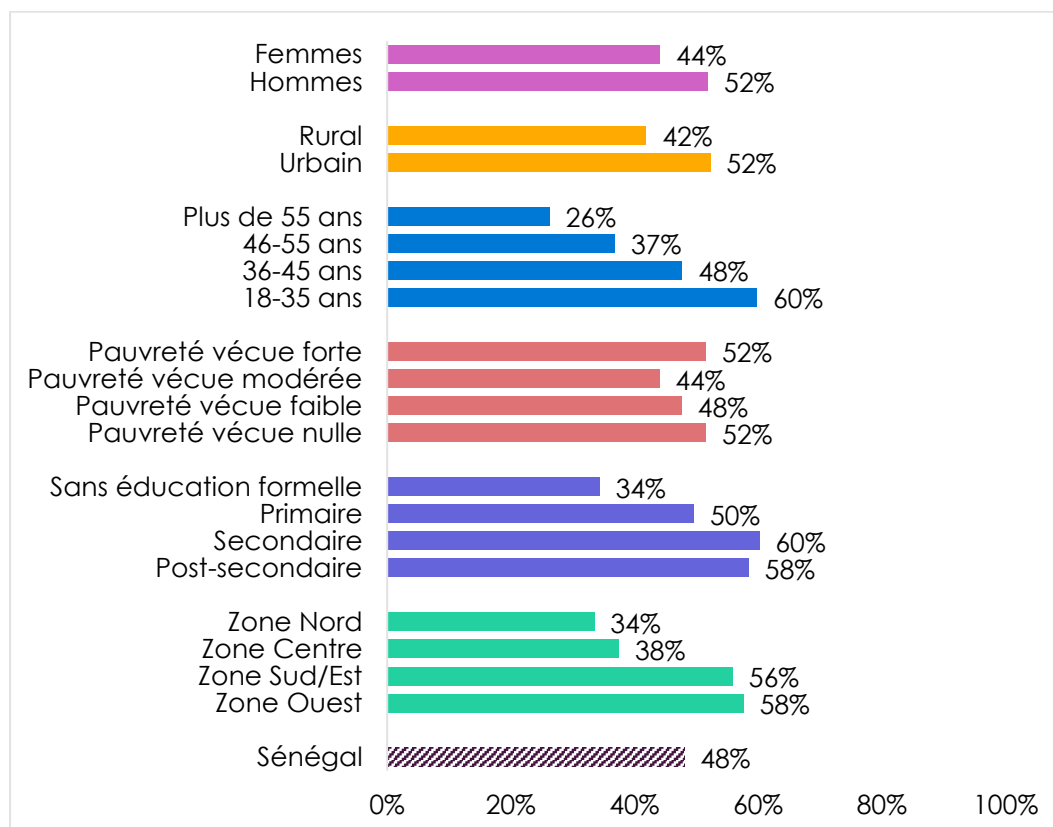
¹Zone Ouest – Dakar, Thiès ; Zone Nord – Louga, Saint-Louis, Matam ; Zone Centre – Diourbel, Kaolack, Fatick, Kaffrine ; Zone Sud/Est – Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou

Figure 2 : Avoir pensé à émigrer | Sénégal | 2017-2025



Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ?

Figure 3 : Ont pensé à émigrer | par groupe démographique | Sénégal | 2025

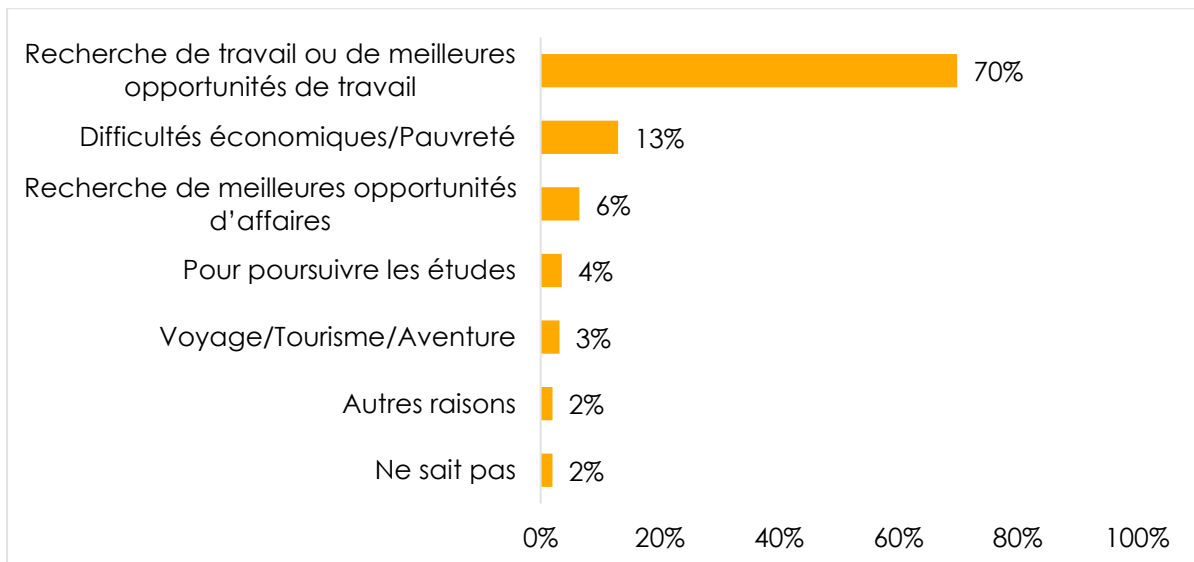


Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ? (% qui disent « un peu », « quelque peu » ou « beaucoup »)

Parmi les Sénégalais qui ont considéré l'émigration, sept sur 10 (70%) évoquent la recherche d'un emploi comme principale motivation. En parallèle, 13% indiquent les difficultés économiques ou la pauvreté comme raison déterminante de leur volonté de quitter le pays (Figure 4).

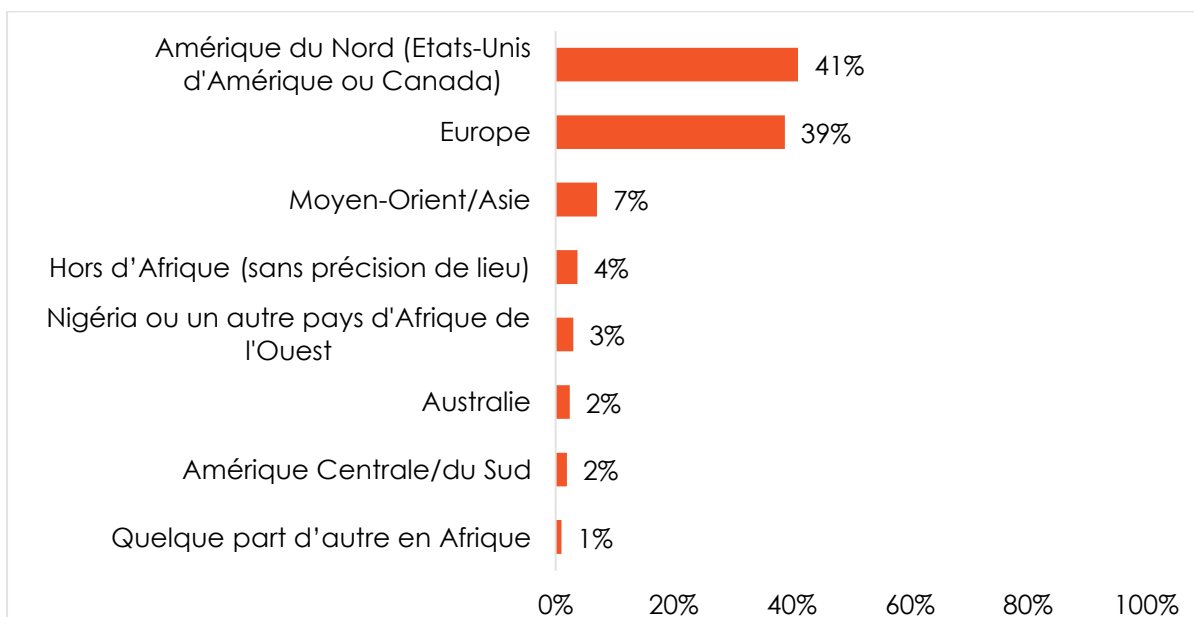
La plupart des Sénégalais envisageant l'émigration ciblent principalement l'Amérique du Nord (41%) et l'Europe (39%), représentant ensemble 80% des destinations envisagées (Figure 5). En revanche, une minorité d'entre eux projettent de partir vers le Moyen-Orient ou l'Asie (7%), vers des pays hors d'Afrique sans précision géographique (4%), ou vers le Nigéria ou un autre pays d'Afrique de l'Ouest (3%).

Figure 4 : Raisons qui poussent à émigrer | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Plusieurs raisons fondent les gens à quitter leur pays pour vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Et vous ? Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter le Sénégal ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

Figure 5 : Destination la plus probable pour émigrer | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Si vous deviez déménager dans un autre pays, quelle serait votre destination la plus probable ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

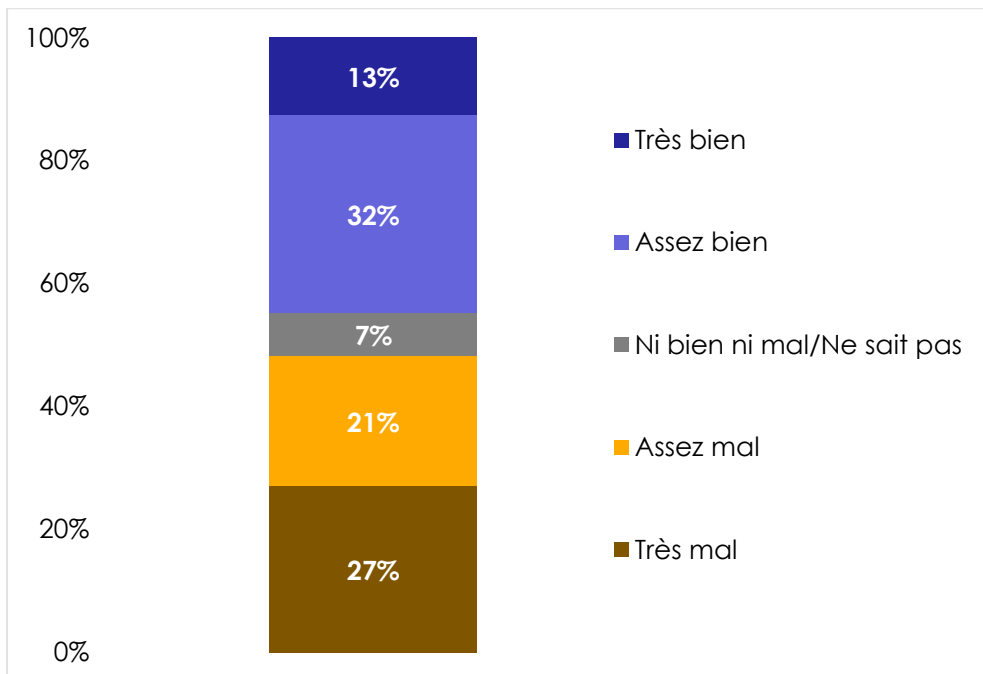
Impact économique de la migration et attitude envers les migrants

Malgré leur intérêt pour l'émigration, les Sénégalais ont des attitudes mitigées à l'égard de l'arrivée d'étrangers sur leur territoire.

Dans l'ensemble, un peu moins de la moitié (45%) des Sénégalais estiment que les migrants ont un effet positif sur l'économie nationale, tandis que 48% les perçoivent comme nuisibles à celle-ci (Figure 6).

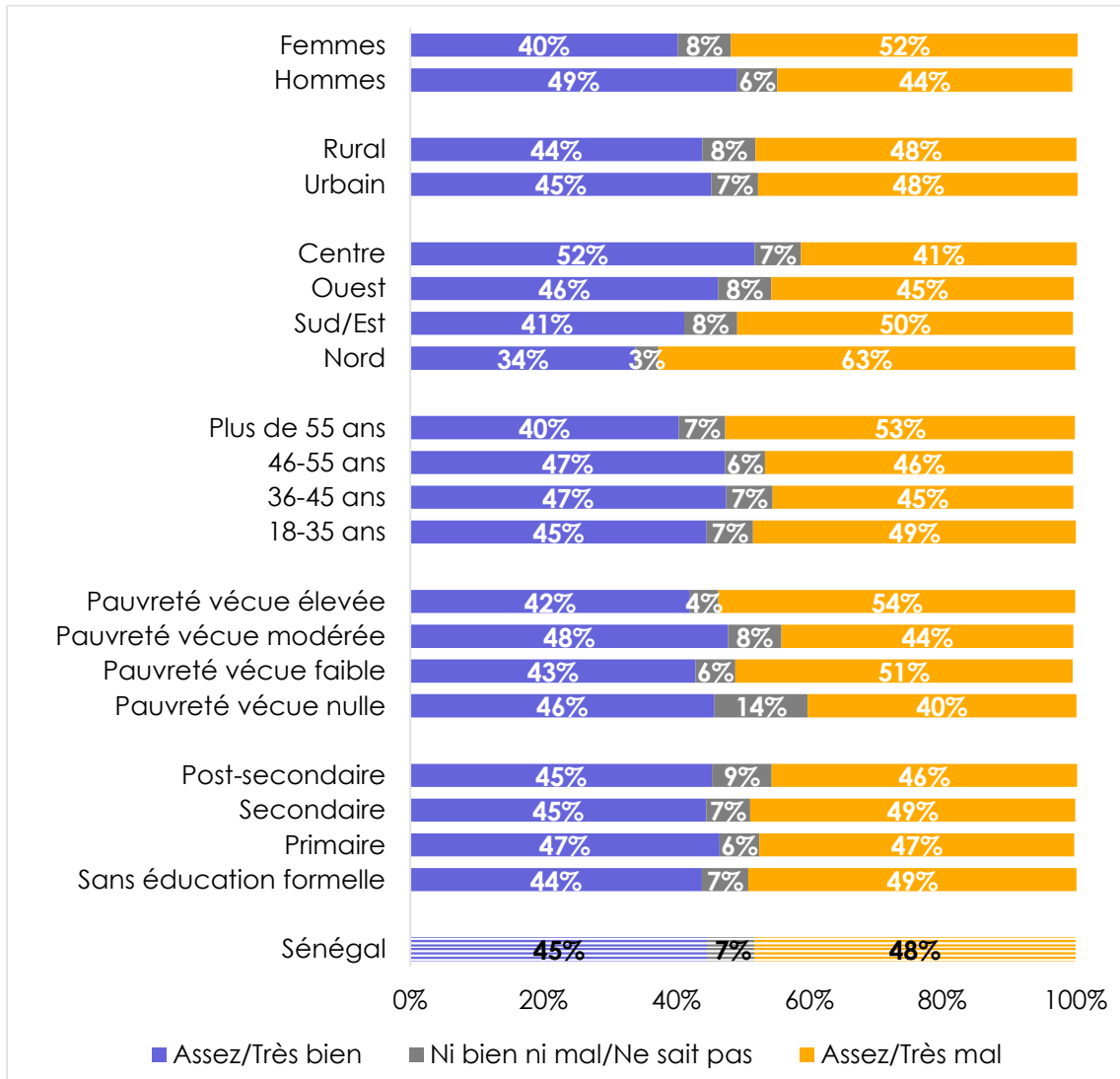
L'opinion que les migrants ont un impact positif sur l'économie nationale est davantage exprimée par les hommes (49%) que par les femmes (40%), les jeunes et adultes (45%-47%) que les plus âgés (40%), et les résidents de la zone Centre (52%) que ceux des autres zones (34%-46%) (Figure 7).

Figure 6 : Impact des travailleurs étrangers sur l'économie nationale | Sénégal
 | 2025



Question posée aux répondants : Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du Sénégal que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?

Figure 7 : Impact des travailleurs étrangers sur l'économie nationale | par groupe démographique | Sénégal | 2025



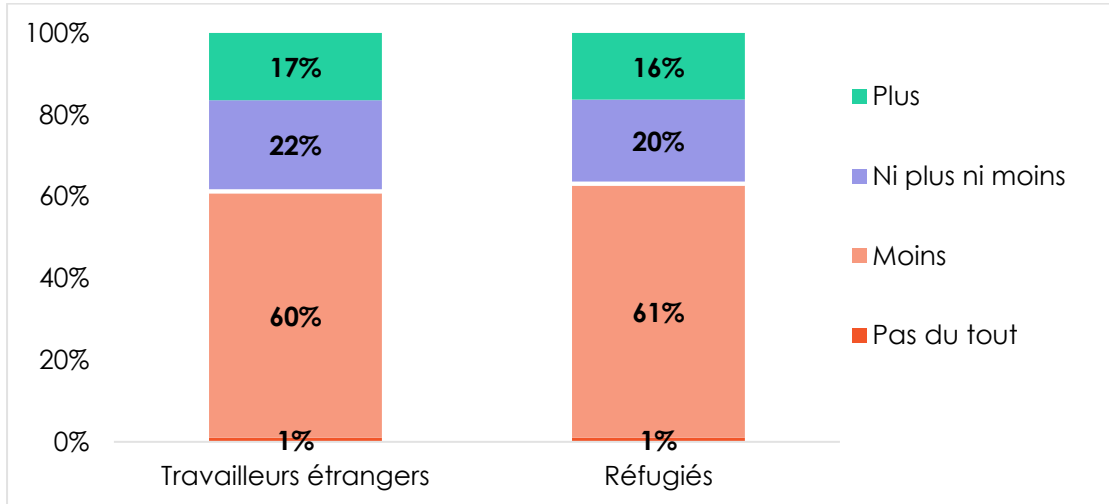
Question posée aux répondants : Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du Sénégal que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?

Les Sénégalais expriment une réticence face à l'accueil de ressortissants étrangers sur le territoire national.

Six répondants sur 10 souhaitent que les autorités réduisent le nombre ou interdisent l'entrée de demandeurs d'emploi étrangers (61%) ou de réfugiés (62%) au Sénégal. Environ un cinquième (22% pour les travailleurs étrangers, 20% pour les réfugiés) estiment qu'il ne faudrait « ni plus, ni moins » de ces arrivants (Figure 8).

Malgré une réticence généralisée quant à l'accueil de migrants étrangers, la plupart des Sénégalais se montrent relativement ouverts à l'idée de cohabiter avec eux. En effet, la majorité des citoyens sénégalais déclarent qu'ils aimeraient ou seraient indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des immigrants et travailleurs étrangers (75%) ainsi que des réfugiés (66%) (Figure 9).

Figure 8 : Le pays devrait-il admettre plus ou moins de travailleurs étrangers ou de réfugiés ? | Sénégal | 2025

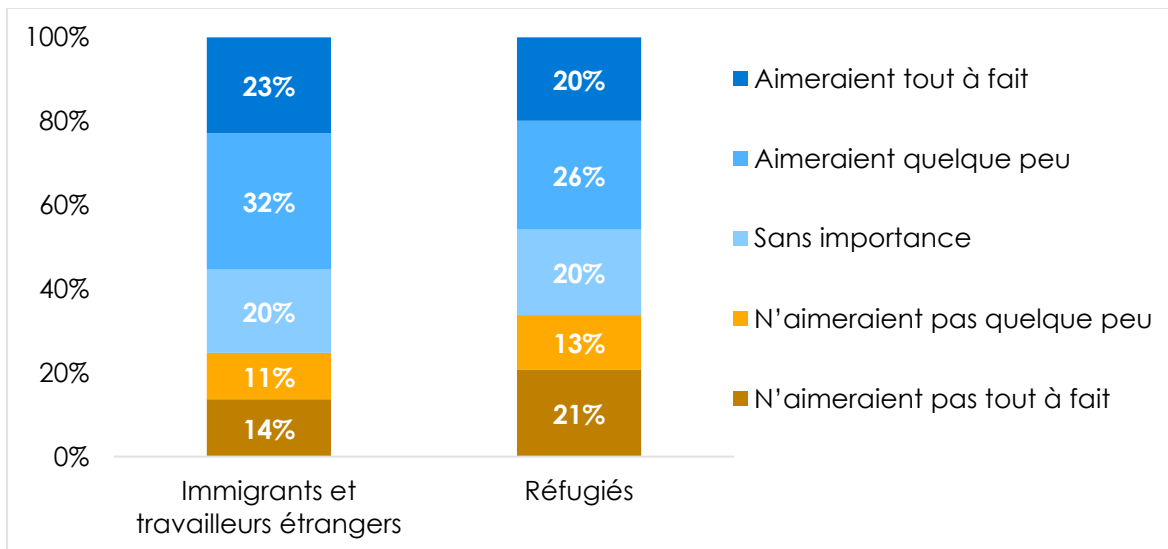


Questions posées aux répondants :

Pensez-vous que le Sénégal devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ?

Pensez-vous que le Sénégal devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre dans ce pays ?

Figure 9 : Tolérance du voisinage avec les immigrants et réfugiés | Sénégal | 2025

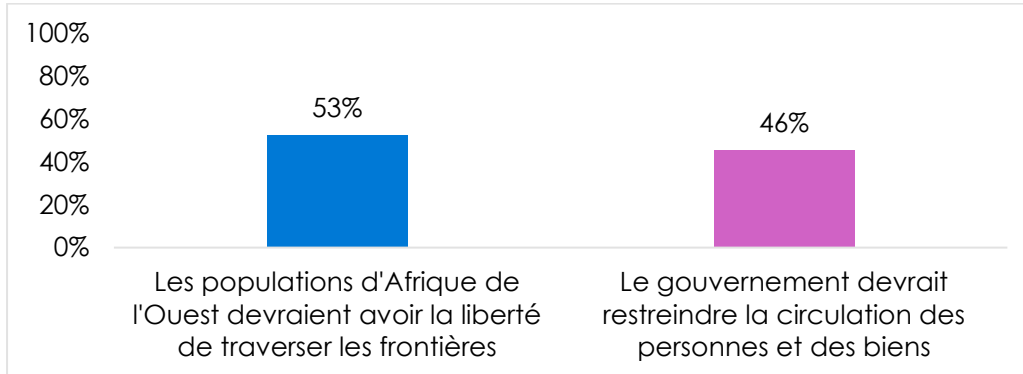


Questions posées aux répondants : Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les immigrants ou les travailleurs étrangers ? Les réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ?

Liberté de circulation et commerce international

Plus de la moitié (53%) des Sénégalais estiment que les populations d'Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays. A l'opposé, plus de quatre citoyens sur 10 (45%) jugent que le gouvernement du Sénégal devrait restreindre la circulation des personnes et des biens et services pour mieux protéger ses citoyens (Figure 10).

Figure 10 : Soutien à la liberté de circulation des personnes et des biens en Afrique de l'Ouest | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

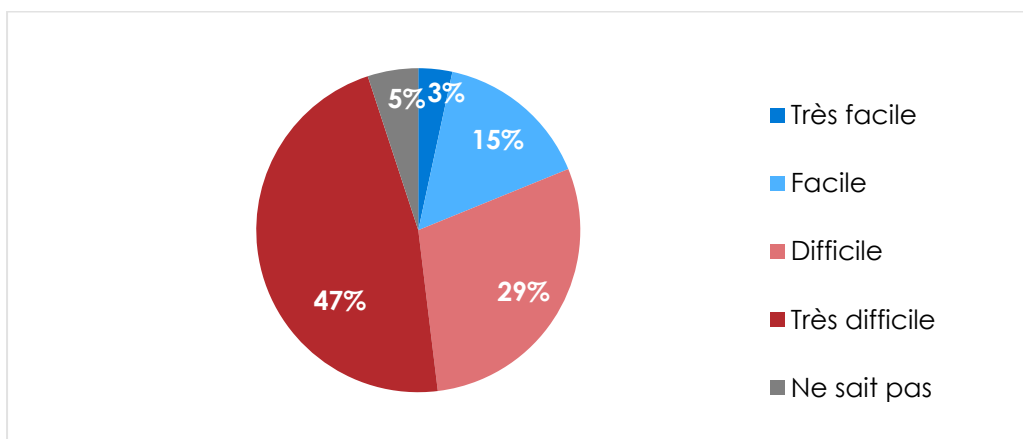
Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, le gouvernement sénégalais devrait limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

Trois quarts (76%) des Sénégalais estiment qu'il est difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de franchir les frontières internationales afin de travailler ou de faire du commerce dans d'autres pays. A l'inverse, seuls un sur cinq répondants (19%) jugent qu'il est facile de traverser les frontières (Figure 11).²

La perception de la difficulté de traverser les frontières s'est renforcée entre 2017 et 2025, passant de 66% à 76%. Paradoxalement, la proportion de Sénégalais estimant au contraire que le passage des frontières ouest-africaines est facile a également progressé, passant de 9% à 19% (Figure 12).

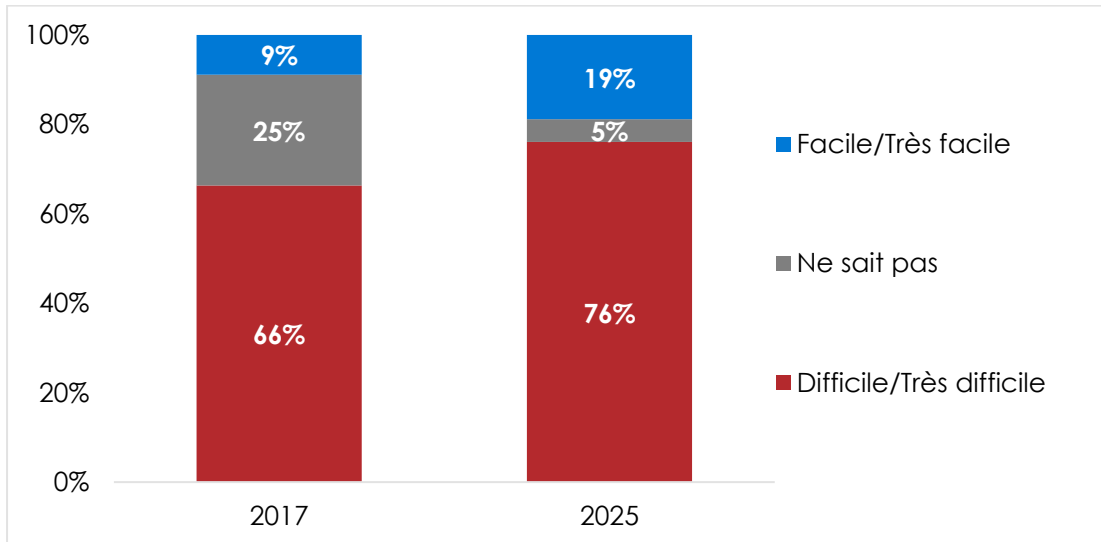
Figure 11 : Difficulté de traverser les frontières en Afrique de l'Ouest | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

² En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies (par exemple, 15% « très facile » et 3% « facile » somment à 19%).

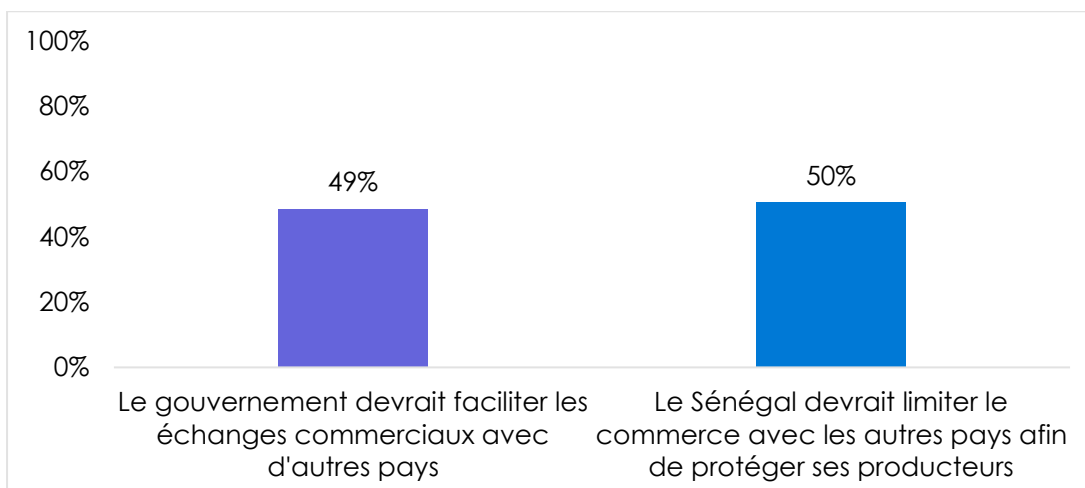
Figure 12 : Difficulté de traverser les frontières en Afrique de l'Ouest | Sénégal
 | 2017-2025



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

En dépit des difficultés perçues liées à la mobilité, la moitié (50%) des Sénégalais pensent que le gouvernement devrait limiter les échanges extérieurs afin de protéger les producteurs locaux. En revanche, l'autre moitié (49%) des citoyens préconisent l'ouverture commerciale avec d'autres pays (Figure 13).

Figure 13 : Soutien à la facilitation du commerce avec les autres pays | Sénégal
 | 2025



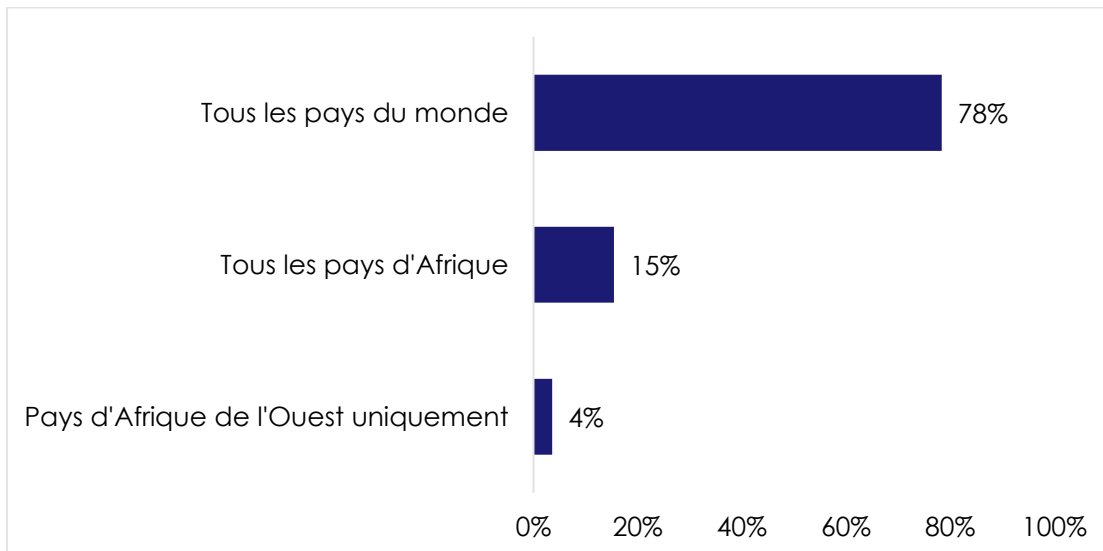
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux du Sénégal avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.

Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs sénégalais.

De plus, lorsque le gouvernement décide de faciliter les partenariats commerciaux avec l'extérieur, la majorité (78%) des citoyens estiment qu'il devrait le faire avec tous les pays du monde (Figure 14). Près d'un sur six répondants (15%) pensent que le gouvernement devrait s'orienter en priorité vers les pays africains, et 4% préconisent les Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Figure 14 : Avec quels pays le gouvernement devrait faciliter les échanges commerciaux ? | Sénégal | 2025



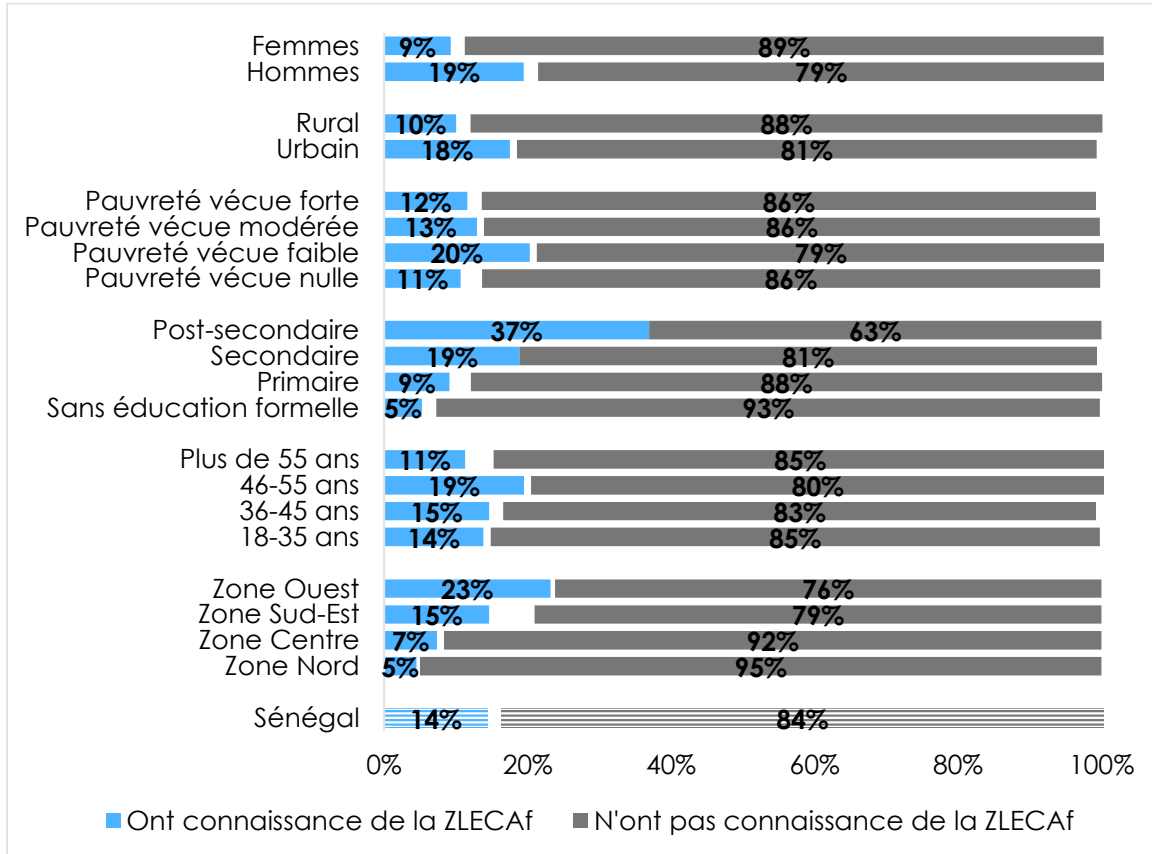
Question posée aux répondants : Si les dirigeants du Sénégal veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire ?

Le Sénégal est signataire de l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) depuis 2018. Cet accord vise à faciliter les échanges intra-africains en matière de biens et services en réduisant les droits de douane et en éliminant les barrières non tarifaires (Banque Mondiale, 2020). Quel est le niveau de connaissance des Sénégalais de cet accord ?

La ZLECAf est peu connue par les citoyens sénégalais (Figure 15). Seulement un sur sept citoyens (14%) disent être au courant de cette initiative. La connaissance de la ZLECAf est plus répandue parmi les hommes (19%), les citadins (18%), les plus instruits (37%) et les résidents de la zone Ouest (23%) que parmi les femmes (9%), les ruraux (10%), les moins instruits (5%) et les résidents de la zone Nord (5%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 15 : Connaissance de la ZLECAf | par groupe démographique | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine également connue sous le nom ZLECAf ?

Conclusion

Les résultats révèlent une dynamique migratoire complexe au Sénégal, où près de la moitié des citoyens ont considéré l'émigration, principalement motivés par des raisons économiques et professionnelles. Cette tendance, en croissance depuis 2017, s'observe chez des profils variés, particulièrement chez les jeunes, les hommes, les citadins et les instruits, avec comme destinations principales l'Amérique du Nord et l'Europe.

En parallèle, les perceptions des Sénégalais envers les migrants étrangers et réfugiés sur leur propre sol montrent une ambivalence significative. Si les rapports de voisinage se révèlent relativement tolérants, l'accueil institutionnel fait l'objet de nombreuses réserves. La majorité des Sénégalais souhaitent que les autorités limitent l'arrivée de travailleurs et réfugiés étrangers.

Enfin, la question de la libre circulation au sein de l'Afrique de l'Ouest est perçue comme de plus en plus difficile. De plus, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine est méconnue de la grande majorité des Sénégalais, signe d'un essoufflement dans l'intégration régionale.

Ce contraste entre aspiration à l'émigration et la réticence à l'accueil interroge les politiques migratoires nationales et régionales, et appelle à une réflexion concertée sur la cohésion sociale, la mobilité humaine et les impératifs de justice économique.

Références

- Africa 24. (2024). Sénégal – Lutte contre l’émigration clandestine : Des comités de veille et d’action installés dans les régions. 5 octobre.
- Africanews. (2024). Le Sénégal présente un plan de lutte contre l’émigration clandestine. 13 août.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2025a). Situation économique et sociale du Sénégal 2022-2023.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2025b). Enquête nationale sur l’emploi au Sénégal.
- Banque Mondiale. (2020). The African Continental Free Trade Area: Economic and distributional effects.
- Comité Interministériel de Lutte contre la Migration Irrégulière. (2024). Note d'Information.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. (2025). Données sur le Sénégal.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2024). Renforcer la durabilité de la réintégration des migrants de retour : L’OIM Sénégal forme les acteurs étatiques sur l’approche intégrée de la réintégration durable.
- République du Sénégal. (2024). Sénégal 2050 : Agenda national de transformation.
- Sud Quotidien. (2025). Migration circulaire : 370 jeunes sénégalais recrutés pour travailler en Espagne, selon Amadou Chérif Diouf. 29 janvier.

Abdoulaye Diagne est professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et directeur exécutif du Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email : cres@cres-sn.org.

Mamadou Abdoulaye Diallo est ingénieur statisticien économiste et chercheur au CRES. Email : mamadou.abdoulaye@cres-sn.org.

Tamba Ba est ingénieur statisticien et assistant de recherche au CRES. Email : tamba.ba@cres-sn.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), le Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et le Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Thank Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des fondations Open Society - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William & Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David & Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#) pour faire un don en ligne. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 1031 d'Afrobarometer | 18 août 2025